

Le marxisme et la guerre dans le Donbass

<http://www.workers.org/articles/2015/09/07/marxism-and-the-war-in-donbass/>

<http://democracyandclasstruggle.blogspot.ie/2015/08/marxism-and-war-in-donbass-by-victor.html> (extraits supplémentaires ajoutés NDLR)

L'analyse qui suit a été rédigée par Victor Shapinov, un dirigeant de l'organisation ukrainienne Borotba, et traduite par le contributeur de Workers World Greg Butterfield. Nous en publions ci-dessous des extraits :



Victor Shapinov

Borotba est souvent critiquée pour son soutien aux Républiques populaires du Donbass, pour le fait que certains de nos camarades combattent dans les milices ou participent à la construction pacifique d'une nation à Lugansk (LC) et Donetsk (DNR). Ces critiques ne sont pas seulement le fait de ces soi-disant militants de gauche qui ont succombé à la ferveur nationaliste et soutenu Maïdan d'abord, puis la guerre de Kiev contre le Donbass ensuite. Elles proviennent aussi de personnes se réclamant du "pacifisme marxiste", se qualifiant elles-mêmes de "nouveau Zimmerwald" ¹.

1914 = 2014 ?

Durant la Première Guerre mondiale de 1914-18, deux blocs de pays impérialistes de forces à-peu-près égales se sont affrontés pour les marchés, les ressources de matières premières et les colonies. La victoire du bloc franco-anglais, qui nous semble si évidente vue d'aujourd'hui, ne l'était pas du tout autant pour les contemporains de l'époque, y compris marxistes : le bolchévik Lev Kamenev, par exemple, avait plutôt pronostiqué une victoire de l'Allemagne.

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Conf%C3%A9rence_de_Zimmerwald

En 1914, donc, une lutte à mort a opposé deux *bases d'accumulation capitaliste* ayant leurs centres respectifs à Londres et à Berlin et ayant l'une et l'autre atteint les limites absolues de leur expansion géographique dans les années 1870, "buttant" chacune sur les frontières de l'autre. Le dernier acte de cette expansion avait été la rapide division du continent africain [dans les années 1880-90] entre ces grandes puissances [France, Royaume-Uni et son "vassal" portugais, Allemagne, Belgique pour "neutraliser" le Congo, Italie etc.].

Le clash entre ces deux grandes *divisions du travail* (l'allemande/centre-européenne et l'anglo-franco-américano-japonaise) aura été la cause économique de la Première Guerre mondiale comme de la Seconde. Après celle-ci (1945), il n'y a plus eu qu'un seul système de production et d'accumulation capitaliste, dirigé par les États-Unis.

À la fin des années 1940, ce système a incorporé les anciens systèmes européens et japonais, dans les années 1970 les anciennes colonies, dans les années 1980 la Chine et les démocraties populaires d'Europe de l'Est, et enfin au début des années 1990 l'Union soviétique. La politique réactionnaire, néolibérale de Ronald Reagan et Margaret Thatcher lui a donné sa forme définitive et actuelle. Au cœur de ce système se trouve la Réserve fédérale US (comme organe produisant la devise de réserve mondiale), le FMI, l'OMC et la Banque mondiale.

À partir de 2008 il est entré dans une période de crise très profonde, *systémique*, dont j'ai déjà pu évoquer les causes dans d'autres textes, et dans un processus de décadence inexorable. Comme résultat de cet effondrement, les élites capitalistes de certains pays ont pu commencer à défier les "règles du jeu" mises en place par Washington, parce que le système tel qu'il était n'était plus aussi attractif qu'avant la crise.

Nous n'avons donc pas deux blocs engagés dans un face-à-face mortel, comme en 1914, mais une situation absolument nouvelle et sans équivalent historique où le système commence à se fragmenter et à tomber en pièces, avec des groupes capitalistes (organisés en États-nations ou en organisations supranationales/régionales - **NDLR comme l'ALBA, l'Union africaine, la Coopération asiatique de Shanghai², les BRICS³ et leur Nouvelle banque de développement⁴, les pays du Golfe via l'OPEP et la Ligue arabe etc. etc.**) qui essaient de remettre en cause et de reformuler le cadre établi tandis que d'autres, comme les "comités régionaux" de Washington [**NDLR parle-t-il du "consensus de Washington"⁵?**], défendent au contraire bec et ongle le *statu quo* et cherchent à punir quiconque porterait atteinte aux sacrosaints principes.

Les conflits que nous observons dans le monde actuel reposent donc sur les contradictions internes à ce système post-1945, plutôt que sur la confrontation entre deux bases distinctes d'accumulation capitaliste et leurs systèmes respectifs de division du travail, comme c'était le cas en 1914 et 1939.

2 https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_de_coop%C3%A9ration_de_Shanghai

3 https://fr.wikipedia.org/wiki/Br%C3%A9sil,_Russie,_Inde,_Chine_et_Afrique_du_Sud

4 https://fr.wikipedia.org/wiki/Nouvelle_banque_de_d%C3%A9veloppement

5 https://fr.wikipedia.org/wiki/Consensus_de_Washington

L'impérialisme actuel comme système mondial

Ceux qui présentent le conflit actuel en Ukraine comme une guerre "à la 1914" entre impérialismes US et russe ont des compétences d'analyse du niveau du propagandiste russe Dimitri Kisselev, qui a menacé l'Amérique d'être "réduite en cendres nucléaires". La Russie et les États-Unis ne sont absolument pas comparables en termes de puissance économique, ils ne "jouent" clairement pas dans la même catégorie.

Il n'existe même pas, à vrai dire, d'"impérialisme russe" et d'"impérialisme américain" au sens de 1914. [* Voir notre note de fin à ce sujet]

Ce qu'il y a aujourd'hui c'est un système impérialiste mondial organisé hiérarchiquement, avec l'impérialisme US à sa tête. Il y a une classe capitaliste russe qui structurellement ne réside pas au sommet ni même à "l'étage juste au-dessous", qui cherche à s'élever dans cette hiérarchie et se trouve maintenant effrayée par sa propre audace après s'être heurtée à la résistance d'un Occident uni.

Imaginons un instant que la Russie soit réellement un pays impérialiste "à la 1914" : cela voudrait alors dire qu'elle serait comme l'Italie de l'époque, avec son "impérialisme mendiant". Cet impérialisme russe aurait des intérêts en Ukraine, liés en premier lieu au transport des hydrocarbures, et dans une moindre mesure à des actifs industriels. Mais pour autant, ces intérêts ne justifieraient pas qu'elle risque délibérément une détérioration de ses relations avec l'Ouest.

Dans la crise ukrainienne, l'élite capitaliste russe n'a pas suivi une stratégie impérialiste délibérée : elle n'a fait que répondre aux défis d'une situation critique évoluant très rapidement. Sa réaction a été tiède, contradictoire et inconsistante, démontrant pour un observateur attentif son absence de stratégie.

Alors que la situation évoluait très vite après le coup de force [chute de Ianoukovitch] en Ukraine et le début du soulèvement en Crimée et dans le Sud-Est, la direction russe s'est trouvée face à un terrible dilemme : ne pas intervenir et ne pas soutenir les populations de Crimée et du Donbass signifiait perdre toute légitimité aux yeux de sa propre population, dans un contexte de détérioration économique avec son corollaire de crise politique (beaucoup plus forte qu'en 2011) ; mais intervenir signifiait rompre avec l'Ouest, avec des conséquences imprévisibles. Au final, elle a choisi l'option intermédiaire : intervention en Crimée mais pas dans le Donbass.

Cependant, lorsque le soulèvement du Donbass a évolué de pacifique à armé, la Russie a dû offrir son assistance, parce que l'écrasement militaire des rebelles avec son consentement passif aurait porté un coup terrible à l'image des autorités russes dans le pays. Mais ce soutien a été apporté à contrecœur, Poutine appelant publiquement le Peuple du Donbass à ne pas organiser de référendum pour l'indépendance des républiques, et l'aide militaire significative ne commençant réellement qu'après la perte de Slaviansk, lorsque la capitale Donetsk était menacée de tomber aux mains de l'Armée ukrainienne.

Malgré cela, ce soutien a suscité l'insatisfaction et même la résistance d'une grande partie de l'oligarchie russe, qui ne rêve pas de restaurer l'Empire tsariste, mais d'un partenariat mutuellement bénéfique avec les Occidentaux.

Parallèles historiques : Espagne 1936, Irlande 1916, Rojava 2015

Est-il possible de soutenir les Républiques populaires du Donbass alors que le régime bourgeois russe essaye d'instrumentaliser la révolte et de l'utiliser pour ses propres intérêts géopolitiques ? Tentons de répondre à cette question par une analogie historique selon moi plus appropriée que celle de la Première Guerre mondiale.

En 1936, il y avait une guerre civile en Espagne. Imaginons que l'URSS, pour une raison ou une autre, n'ait pas pu fournir d'assistance à la République espagnole et que la France et la Grande-Bretagne bourgeoises au contraire l'aient fait, qu'elles aient fourni du matériel militaire et de l'aide humanitaire, prêté de l'argent et même envoyé des experts militaires pour aider l'Armée et la police républicaines [de fait c'est ce qui a indirectement été fait en permettant/n'empêchant pas le départ des Brigades internationales et de toutes sortes d'antifascistes comme André Malraux, tout en affirmant "officiellement" la "non-intervention" dans le conflit en tant qu'États]. Naturellement, les élites capitalistes de Grande-Bretagne et de France n'auraient fait cela que pour servir leurs propres buts – retenir l'Espagne dans leur propre système d'investissement et d'échange commercial, dans un contexte de confrontation croissante avec le bloc allemand. Les révolutionnaires et les progressistes auraient-ils/elles alors dû, sur cette base, refuser de soutenir la lutte antifasciste des républicains espagnols ? Bien sûr que non.

[NDLR nous avons déjà écrit sur ce genre de choses ici :

<http://servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com/v-i-lenine-il-y-a-deux-guerres-a114200312>

ainsi qu'au sujet des gouvernements "bolivariens" d'Amérique latine, taxés par certain-e-s d'être "pilotés par l'impérialisme européen" ou "à la solde des Russes et des Chinois" comme si cela pouvait "justifier" un coup d'État ramenant l'ultra-droite au pouvoir (comme au Honduras) ou même un retour (via élections "contestées" et "révolution colorée") à l'état des choses antérieur.]

Autre exemple : l'Insurrection de Pâques 1916 en Irlande, contre l'Empire britannique. Toute personne se qualifiant de révolutionnaire ou progressiste ne peut que rendre honneur à cet épisode héroïque de la lutte anti-impérialiste du Peuple irlandais.

Pourtant, l'une des principales factions du soulèvement – la Fraternité républicaine irlandaise, *Irish Republican Brotherhood* – avait décidé au début de la guerre mondiale, en 1914, de lancer la révolte en acceptant toute aide que l'Allemagne voudrait bien lui apporter. L'un de ses représentants s'était rendu en Allemagne et avait obtenu l'accord du gouvernement pour cette assistance. Celle-ci ne put finalement pas être fournie uniquement parce que le navire allemand transportant les armes fut coulé par un sous-marin anglais.

Lénine a pourtant soutenu inconditionnellement la rébellion irlandaise, en dépit du fait qu'elle était beaucoup moins "prolétarienne" que l'actuelle révolte du Donbass. Et il y avait à cette même époque des gens "de gauche", des "socialistes" pour qualifier ce soulèvement de "putsch", de "*mouvement purement urbain et petit-bourgeois n'ayant, au-delà de la sensation qu'il a pu causer, aucun soutien social*". Lénine répondit à cela que "*quiconque qualifie cette révolte de 'putsch' ne peut être que soit un réactionnaire patenté, soit un doctrinaire désespérément incapable d'envisager la révolution sociale comme un phénomène vivant*".

C'est-à-dire qu'en dépit du soutien allemand évident aux yeux de tous, sans même parler du fait qu'un tel soulèvement sur les arrières de l'Empire britannique ne pouvait jouer qu'en faveur de l'impérialisme de Berlin, les révolutionnaires et les progressistes authentiques ont soutenu les républicains irlandais. Et ils les ont soutenus nonobstant le fait que des nationalistes bourgeois et petits-bourgeois combattaient aux côtés du socialiste James Connolly et de ses partisans. Bien entendu, Connolly disait clairement qu'une déclaration d'indépendance sans instaurer une république socialiste serait "en vain". Mais les socialistes du Donbass disent la même chose.

Pourquoi alors l'exemple irlandais ne s'appliquerait-il pas au Donbass ; un exemple de l'époque de la Première Guerre mondiale dont nos soi-disant "zimmerwaldiens" sont tellement fêrus ?

Nous pouvons encore prendre un exemple totalement contemporain : ce n'est un secret pour personne que les milices kurdes combattant l'"État islamique" en Syrie bénéficient du soutien des États-Unis. La gauche progressiste et révolutionnaire devrait-elle, sur cette base, refuser de soutenir les Kurdes de Rojava ? Il est bien évident que non.

Pareillement, de tous temps, la Résistance palestinienne contre l'occupation sioniste a bénéficié elle aussi du soutien de toute sorte de régimes bourgeois et anti-démocratiques au Proche et Moyen-Orient, et la proportion d'éléments avancés et progressistes au sein de la direction palestinienne a presque toujours été beaucoup plus défavorable aux forces de progrès que dans le Donbass. La gauche radicale n'en a pas moins toujours soutenu le mouvement de libération de la Palestine.

Mais lorsqu'il s'agit du Donbass, toute une certaine extrême-gauche applique un véritable *internationalisme à géométrie variable* ; cherchant toutes les excuses possibles pour condamner les Républiques populaires et s'autoriser à prendre une position d'indifférence pacifiste, de renvoi dos-à-dos.

Une telle position n'a pourtant jamais été celle de la gauche révolutionnaire. Lénine a pu écrire que "*l'indifférence dans une lutte n'a jamais signifié l'exclusion de la lutte, l'abstention ou la neutralité. Une telle indifférence ne saurait être qu'un soutien tacite au plus fort, à l'opresseur*". En restant "de côté", dans une posture "détachée", les soi-disant "zimmerwaldiens" d'aujourd'hui se placent en réalité du côté de Kiev, qui mène une expédition punitive contre les rebelles.

[Shapinov se lance ensuite dans un comparatif entre la politique de Kiev et celle des Républiques du Donbass, afin d'expliquer en quoi la lutte de ces dernières est légitime. Nous avons nous-mêmes **longuement abordé ce point** et ne nous y étendrons pas : rejet d'un programme ultra-libéral qui allait lamener des vies entières ; menaces du gouvernement de Kiev d'interdire la langue russe, qui est celle de la majorité de la population du Sud et de l'Est dans sa vie quotidienne ; esprit "soviétique" et "multinational" (bien plus que "russe ethnique", qui ne sont qu'une minorité sauf en Crimée... aucune nationalité n'étant en fait majoritaire dans le Sud et l'Est de l'Ukraine !) profondément incompatible avec l'esprit de "pureté ukrainienne" des ultra-nationalistes de l'Ouest, etc. etc.]

Guerras justes et injustes

L'attitude des marxistes vis-à-vis des guerres ne peut pas être réduite au seul exemple de 1914-18. Les marxistes ont toujours soutenu les guerres, par exemple, des opprimés contre les oppresseurs, considérant le fait de se réfugier dans le pacifisme et l'indifférence, dans un tel cas, comme de l'hypocrisie bourgeoise et un soutien masqué aux dominants.

Même durant la Première Guerre mondiale, les socialistes qui ne s'étaient pas déshonorés dans la trahison et mis au service des gouvernements impérialistes n'étaient pas "simplement" pour mettre fin à cet affrontement fratricide dans lequel les travailleurs d'un pays tuaient les travailleurs d'un autre pays pour les intérêts – étrangers aux leurs – de l'élite capitaliste : ces socialistes prônaient de transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire. Ils appelaient les opprimés à retourner leurs armes contre leurs propres oppresseurs, en faisant de l'armement de masse – du fait de la guerre – une arme pour la révolution sociale.

“L'histoire a connu par le passé, et connaîtra très probablement à l'avenir des cas de guerres révolutionnaires ou démocratiques qui, tout en remplaçant toute forme de 'droit' et de démocratie par la violence pendant la durée des combats, n'en servent pas moins par leur contenu et leurs implications sociales la cause de la démocratie, et par conséquent du socialisme” ; écrivait Lénine. C'est ce type de guerre que nous avons aujourd'hui dans le Donbass.

Telle était la position des véritables socialistes zimmerwaldiens. Nos "zimmerwaldiens" imaginaires de Kiev, en appelant au désarmement des deux camps, placent un signe d'égalité entre d'un côté les rebelles et de l'autre les troupes régulières envoyées au front par Kiev et les bataillons de volontaires néo-nazis. Une telle demande de "désarmement" des milices rebelles équivaut à demander leur reddition, et il est malheureux que les soi-disant "zimmerwaldiens" ne comprennent pas cela.

Bien entendu, toute guerre signifie du sang et des souffrances pour le Peuple ; mais mettre fin à la guerre par une complète renonciation au soulèvement signifierait que le sang a été versé en vain. Cela signifierait, en outre, vengeance et répression sauvage des forces nationalistes contre la population du Donbass.

* **NDLR** notre position quant à elle est que :

1°/ La Russie, comme composante principale de l'Union soviétique, après avoir été socialiste et contribué en tout premier chef à la victoire de l'humanité contre l'abomination fasciste, a *dégénéré* vers ce que les maoïstes ont qualifié de "**social-impérialisme**" : "*socialisme en parole, impérialisme dans les faits*". Ce concept, en réalité, a **souvent pu désigner concurremment deux réalités très différentes voire contradictoires** : a/ une attitude de *mollesse* voire de complaisance envers l'impérialisme occidental, de renoncement à pousser en avant la révolution prolétarienne et la libération nationale anti-impérialiste dans le monde ("coexistence pacifique" typique de l'époque Khrouchtchev) ; ou alors b/ une pratique directement impériale, hégémoniste vis-à-vis de pays ("frères" dans le discours officiel du Kremlin, "satellites" dans la propagande occidentale) progressivement privés de leur souveraineté politique (Europe de l'Est, Afghanistan etc.), soumis à des interventions militaires en cas de cours politique déplaisant à Moscou, etc. etc. (situation typique de l'époque Brejnev).

2°/ Face à elle se dressait à cette époque (*Guerre froide*) un **bloc impérialiste occidental du "monde libre"**, d'abord très soudé sous la "royauté" des États-Unis puis commençant à se fissurer à mesure que la menace soviétique faiblissait et/ou que l'URSS, ayant jeté aux orties le marxisme-léninisme, pouvait commencer à apparaître comme un interlocuteur "respectable", ceci amenant à l'émergence de "vassaux turbulents" : l'on pense en particulier à **l'impérialisme français de De Gaulle**, tissant dès cette époque des liens étroits avec l'Allemagne (la grande vaincue de 1945) pour former un "axe" franco-allemand devenu la "colonne vertébrale" de l'Union européenne.

3°/ La **thèse communiste chinoise développée dans les années 1970, qui voulait que le social-impérialisme soviétique soit devenu la "principale menace pour la paix et les peuples du monde"** (amenant de fait la Chine... et les Partis prochinois à se rapprocher du bloc impérialiste occidental), a **très vite été contestée dans le mouvement marxiste-léniniste antirévionniste** et n'est **plus guère défendue aujourd'hui par aucun maoïste sérieux**⁶. Il est en effet absolument évident *a posteriori*, au vu de son effondrement spectaculaire en quelques années (1985-91), que **l'URSS social-impérialiste était un "colosse aux pieds d'argile" au pouvoir de nuisance bien inférieur à celui des impérialismes occidentaux**, mis à part dans quelques cas très localisés (Afghanistan, Éthiopie/Érythrée), et pouvant même, dans sa politique social-impérialiste, se montrer un "moindre mal" voire jouer un **rôle objectivement positif** (Afrique australe contre le régime sud-africain d'*apartheid*, Amérique centrale contre les satrapies fascistes qui y régnaient alors). **Sans même parler d'en faire la "menace n°1", il était tout simplement impossible et proprement ridicule de la mettre sur un pied d'égalité avec le bloc impérialiste du "monde libre" qui ravageait alors l'Afrique, l'Asie, le Proche/Moyen-Orient et les Amériques de ses guerres** (y compris *entre* "alliés" du bloc, comme au Biafra entre impérialistes français et anglo-saxons) **et de ses dictatures sanguinaires** (juntas sud-et centre-américaines, Mobutu, Suharto etc.).

"Exploités" dans le cadre d'une *division internationale du travail*, les pays "satellites" de l'URSS n'en bénéficiaient pas moins (parallèlement) d'une politique de *largesses* visant à prévenir l'action conjointe du mécontentement populaire et des éléments anticommunistes, et/ou la prise de pouvoir de "réformateurs" qui les feraient passer dans le camp occidental (comme cela a failli se produire en Hongrie et en Tchécoslovaquie). C'est par exemple ce qui a conduit Moscou, en échange d'une spécialisation dans la fourniture de sucre, à soutenir à *bout de bras* l'économie cubaine (les effets de la fin de ce soutien se feront durement sentir dans les années 1990)... et le diplomate Mikoyan à affirmer en aparté que *"soutenir un autre Cuba dans les Amériques mettrait l'économie soviétique à genoux"*. **Nul n'aura jamais vu de telles pratiques de la part d'un État impérialiste "tout court"**, dont l'objectif premier est de *pillar* au maximum l'économie de ses semi-colonies en tentant certes d'y éviter l'explosion sociale (révolution anti-impérialiste ou même simplement "instabilité" qui rendrait la production impossible), mais ceci d'abord et avant tout par la force brute (despotismes *compradores* criminels, coups d'État, interventions militaires directes) et non en acceptant de réduire sa "part de gâteau" pour permettre une politique de développement et de bien-être social, ce à quoi il ne se résout qu'en dernière instance (comme avec les pays "bolivariens" de l'ALBA⁷ ou certains pays arabes). Plus que d'impérialisme, l'on peut légitimement se demander s'il n'était pas possible de parler d'une sorte de "clientélisme international" *avec contreparties économiques* (l'URSS devant y gagner quelque chose, bien entendu...) et accompagné d'une certaine limitation de souveraineté (à laquelle des pays lointains et "stratégiques", comme Cuba ou le Vietnam, pouvaient toutefois partiellement échapper).

6 <http://servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com/harry-haywood-contre-la-theorie-des-trois-mondes-et-les-derives-reacti-a114121826>

7 <http://servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com/les-etats-bolivariens-notre-position-a114096116>

4°/ **La Russie/URSS a donc, comme nous l'avons dit, "perdu" la Guerre froide entre le milieu des années 1980 et le début des années 1990.** Suite à cette défaite il est effectivement possible de dire, oui, qu'elle s'est trouvée "**vassalisée**" **par le camp des vainqueurs**, le bloc occidental dirigé par les États-Unis, comme avaient pu l'être les vaincus (Allemagne, Italie, Japon) mais aussi les vainqueurs exsangues (France et Royaume-Uni) de 1945 [la Chine était alors quant à elle totalement dans cette position, en raison de la ligne erronée mentionnée plus haut et suite à la contre-révolution après la mort de Mao, jusqu'en 1989 en tout cas].

C'est cette tendance que s'efforce de renverser Vladimir Poutine depuis son accession au pouvoir (1999-2000) ; sans mettre en avant pour autant la moindre option "anticapitaliste", bien au contraire : la ligne officielle est que "*celui qui ne regrette pas le système soviétique n'a pas de cœur, mais celui qui prétend y revenir n'a pas de cervelle*", et c'est bien sur les critères les plus capitalistes qui soient (accès à la fortune, à la consommation, au luxe etc.) que se mesure le succès du "renouveau" russe.

5°/ **Mais quoi qu'il en soit, s'il était déjà impossible et ridicule de prétendre que l'URSS était une ennemie impérialiste de l'humanité équivalente au "monde libre" occidental du temps de la Guerre froide, c'est a fortiori encore plus vrai de la Russie aujourd'hui.** À la rigueur, si les impérialismes occidentaux ont un *challenger global* qui commence à réellement faire le poids, c'est plutôt la Chine – qui a rompu après les événements de 1989 avec sa politique de servilité envers l'Occident : d'une capacité de *projection* militaire *très limitée* (celle-ci étant peut-être finalement la dernière "force" qui reste aux Occidentaux... et ce qui doit leur valoir notre rejet absolu), elle n'en est pas moins militairement inexpugnable (même en laissant de côté l'arme nucléaire, qui signifierait la fin de l'humanité, n'importe quel assaillant serait laminé et/ou se retrouverait plongé dans un Vietnam puissance 100) ; et sur le plan économique elle a réellement commencé à déployer une puissance qui, associée à une diplomatie "tiers-mondiste" de "*soft power*", peut lui permettre d'isoler l'Ouest voire carrément de tenir ses économies "par les c*****" (comme à travers la détention de milliards de dollars en bons du trésor américain, notamment).

Ceci ne faisant déjà pas de la Chine la "menace impérialiste n°1" sur la planète, **la Russie n'est pas du tout à ce niveau-là.** Bien que pouvant représenter une menace militaire beaucoup plus directe sur l'Europe, sur le plan économique, si l'on regarde par exemple les "investissements directs"⁸ autrement dit les *capitaux* entrant et sortant (au cœur de la notion léniniste d'impérialisme), ceux-ci sont globalement "à l'équilibre" ; ce qui est aussi le cas de la Chine d'ailleurs (*officiellement* du moins, en raison de l'opacité des données – usage de paradis fiscaux ou de places financières comme Singapour, rôle de la diaspora chinoise etc.) ; tandis que les États impérialistes comme les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne ou même la France sont caractéristiquement beaucoup plus investisseurs qu'"investis" (tout en étant beaucoup aussi... ce qui est une autre caractéristique des pays impérialistes hautement industrialisés).

La Fédération russe est donc beaucoup trop dépendante ; elle a ses moyens de pression (comme la fourniture d'hydrocarbures ou l'achat de denrées agro-alimentaires, moyen de pression qu'elle a utilisé dans la présente crise ukrainienne), mais l'Occident en a de plus importants encore. En réalité, **elle est assimilable aux autres "vassaux turbulents" de l'ordre impérialiste mondial du "roi" US** ; comme la France et l'Allemagne avec lesquelles elle s'est d'ailleurs associée contre la guerre en Irak (2003) et cherche encore à le faire en y appuyant les courants politiques les plus anti-américains (comme le Front National). Elle joue aussi depuis une quinzaine d'années la carte de s'associer avec la Chine, mais sans perdre de vue leurs très importantes contradictions portant notamment... sur la Sibérie, où Pékin étend inexorablement son emprise économique.

6°/ **La Russie est donc selon nous un pays impérialiste**, mais qui *même légèrement relevé de sa défaite au terme de la Guerre froide* ne peut en aucun cas être mis sur un pied d'égalité avec les puissances occidentales dans l'analyse d'une situation géopolitique... ceci sans même parler du fait que **les communistes doivent dénoncer et combattre en premier lieu la politique de leur propre État et éventuel bloc impérialiste**, qui en ce qui nous concerne est le bloc occidental de l'Alliance atlantique.

D'autre part, si pour le moment et *quoi que l'on en dise* la Russie est **plutôt dans une attitude défensive, ne montrant les dents et ne ripostant que si on l'attaque** (même en Syrie où elle vient de passer à l'action, elle défend en réalité sa base navale de Tartous – la seule dont elle dispose en Méditerranée ; et même en Tchétchénie, où il y avait une guérilla islamiste : jamais une république musulmane n'a été ainsi anéantie "pour le plaisir", jamais un pays – comme l'Irak, au hasard – n'a été attaqué et dévasté alors qu'il ne représentait aucune menace, etc. etc.), **cela pourrait changer un jour** et l'on pourrait effectivement observer un **pouvoir russe engagé dans une attitude de fuite en avant offensive, comme l'Allemagne des années 1930-40 avec Hitler** ; ce qui serait bien entendu voué à la déroute (comme le fut le IIIe Reich nazi) mais non sans semer sur son passage des destructions peut-être sans précédent dans l'histoire de l'humanité. **Le souci de conjurer une telle éventualité ne fait que renforcer notre devoir de combattre sans merci la politique de provocations incessantes de nos États impérialistes occidentaux envers Moscou.**

Ceci étant dit, les réflexions du camarade de *Borotba* sont également intéressantes et méritent d'être prises en compte afin d'éviter, sur la base de la théorie léniniste de l'impérialisme, d'avoir une analyse *schématique* de type "1914 partout" (conception très largement prédominante en Hexagone), de "ni-ni" systématique ; sans pour autant tomber dans le "1936 partout" (en gros : impérialisme occidental = "Axe nazi-fasciste" et tout régime attaqué par lui, même le plus réactionnaire et antipopulaire – Syrie, Libye de Kadhafi, Iran, Russie = "République espagnole" devant être soutenu inconditionnellement et sans critiques contre lui) qui prédomine dans l'État espagnol ou encore en Italie. Par exemple, parmi les *challengers* du système mondial sous domination occidentale se trouve de plus en plus l'État indien ; pour autant il est hors de question de ne pas soutenir les maoïstes d'Asie du Sud qui l'affrontent les armes à la main.